

Cet homme qui a accusé le gouvernement précédent de tous les crimes imaginables s'empresse de majorer le budget d'exploitation de son cabinet de 57 p. 100 et d'augmenter son personnel de 31 p. 100. Il prêche la modération aux Canadiens, puis il accorde une hausse dérisoire aux personnes âgées. Il s'agit de l'homme qui se dit fier d'être Canadien mais qui fait volte-face, avec les journalistes de la revue *Fortune*, et trahit tous les Canadiens et tous nos hommes d'affaires. C'est révoltant. Le premier ministre devrait s'excuser de sa conduite ignoble auprès de nos travailleurs, de nos chefs d'entreprise et de tous les autres Canadiens.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

### LE REVENU DES AGRICULTEURS

**M. Gus Mitges (Grey-Simcoe):** Pour des raisons évidentes, monsieur le Président, nous devons tâcher par tous les moyens de maintenir notre secteur agricole primaire en bonne santé. Cela dit, je me demande comment diable on peut bien songer à se lancer en agriculture ou à en faire son gagne-pain. Ayant exercé la médecine vétérinaire à la campagne pendant de nombreuses années, je sais ce que je dis. Non seulement les agriculteurs doivent travailler sept jours par semaine, mais ils ne font guère de profits.

L'année dernière, les agriculteurs ont gagné un revenu global net de 3.8 milliards de dollars. Comme ils sont environ 350,000 au Canada, chacun d'eux a donc gagné en moyenne un revenu net de moins de \$11,000, ce qui les situe bien au-dessous du seuil de la pauvreté. Depuis 1981, à cause de l'état coûts-prix, et de la dévaluation des exploitations, les agriculteurs travaillent à perte.

Même s'ils ont baissé, les taux d'intérêt sont encore trop élevés et ils risquent de le demeurer en raison de notre dette énorme. A l'heure actuelle, les agriculteurs assument collectivement une dette de 20 milliards de dollars qui absorbe 17 p. 100 de leurs dépenses d'exploitation. Nombre d'entre eux ont déclaré faillite et des milliers éprouvent de très sérieuses difficultés financières.

Nous ne pouvons plus compter sur des expédients pour guérir les maux de l'agriculture. Nous devons dorénavant recourir à des mesures judicieuses et les appliquer à bon escient si nous voulons qu'elles aient des effets durables. J'ai bon espoir que les mesures que le gouvernement a prises jusqu'à maintenant sauront redonner confiance, espoir et énergie au secteur de l'agriculture et aux producteurs agricoles. Il importe d'appuyer sans réserve nos agriculteurs. Sans quoi, nous nous attirerons de très graves ennuis. Nous pourrions facilement nous passer de beaucoup de choses en ce monde . . .

**M. le Président:** Le député a épuisé son temps de parole.

## Questions orales

### QUESTIONS ORALES

[Français]

#### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

##### LES RÉGIONS MOINS FAVORISÉES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Je dois d'abord le féliciter d'avoir fait avancer la cause canadienne aux Antilles et, plus récemment, en Jamaïque mais, maintenant, retournons à la vie canadienne.

Les événements des derniers jours, surtout dans l'affaire Domtar, démontrent que la politique actuelle du gouvernement n'est pas tout à fait en faveur du développement économique régional.

Les prévisions budgétaires déposées par son collègue démontrent une réduction importante de l'ordre de 112 millions de dollars au chapitre de l'aide aux régions moins favorisées.

Ma question au très honorable premier ministre est la suivante. Le premier ministre est-il en train de dire aux régions moins favorisées: Vous pouvez demander de l'aide d'Ottawa pour des «bineries», mais si vous avez de gros projets, comme la Domtar, créant des milliers d'emplois, ne comptez pas sur Ottawa?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je pense que mon très honorable ami se trompe lorsqu'il parle de «bineries», parce que nous avons fait des investissements, comme d'autres gouvernements, de plusieurs millions et de centaines de milliers de dollars qui ont eu des effets très positifs sur des régions du Québec et d'ailleurs.

En ce qui concerne la Domtar, le chef de l'opposition et ses collègues nous demandent, avec raison, d'agir avec prudence afin de réduire le déficit fédéral. Mon ami sait fort bien jusqu'à quel point l'héritage fédéral est défavorable pour le Canada parce qu'il en a parlé amplement, et d'ailleurs avec raison.

Cela étant dit, il est extrêmement difficile d'autre part pour le gouvernement de recevoir des demandes qui auraient pour effet d'exiger d'un Trésor fédéral bien à sec une infusion de capitaux de 100 millions de dollars pour une société québécoise qui va très bien financièrement, qui a un bilan très fort et très impressionnant.

C'est un peu pour cela que nous avons pris l'attitude selon laquelle nous ne pouvons pas, dans les circonstances, écrire un chèque en blanc pour 100 millions de dollars.

Cela étant dit, j'ajouterai que nous sommes en pourparlers avec la société Domtar, et j'espère en parler davantage avec le premier ministre du Québec la semaine prochaine, et nous aurons sans doute des propositions intéressantes de la part, soit du gouvernement, soit de la compagnie, de nature à nous permettre de faciliter ce projet d'envergure pour l'Estrie et pour le Québec.